

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Pascal VITTECOQ
Responsable du département
Travaux, Prestations
techniques, Energie du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Stéphane TURLE
Responsable Coordination
Sécurité et GMAO
☎ 02.32.73.38.69
Stephane.turle@ch-havre.fr
&
François Boquet
Chef du Service Sécurité
☎ 02.32.73.31.82
Francois.boquet@ch-havre.fr

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

**PRESTATION DE SÉCURITÉ DE TYPE
GARDIENNAGE ET SÉCURITÉ INCENDIE
(ADS – MAÎTRE CHIEN – SSIAP)**

Numéro de la consultation : 26DTP005

PROCEDURE ADAPTÉE

Selon les articles R. 2123-1-3° du Code de la Commande Publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD des Escales
- EHPAD de La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- Est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- Assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- Est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestation de sécurité type gardiennage et sécurité incendie assurée par :

- Des agents de sécurité SSIAP 1, SSIAP 2
- Des agents de sécurité CQP-APS (gardiennage, anti-malveillance, filtrage des accès)
- Maître Chien pour prestation de renfort.

Conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail, le titulaire de l'accord-cadre entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, et de ses arrêtés d'extension parus ou à paraître, doit prendre en compte dans son offre la reprise du personnel affecté à ces missions durant le marché public passé dans les mêmes conditions. Les informations concernant le personnel actuellement mobilisé sur le site seront transmises en annexe du CCTP.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

79713000-5	Services de gardiennage
79710000-4	Services de sécurité

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée liée à l'objet du marché, en application des articles R. 2123-1-3° du code de la commande publique.

En effet, conformément à l'avis annexé au Code des marchés publics, le service de gardiennage est un marché ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques et plus particulièrement des services d'enquête et de sécurité.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum en montant de 2 154 000.00 € HT, en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

A titre indicatif, les établissements ont consommé au cours de l'exercice budgétaire précédent :

	GHH	FECAMP	CHI LILLEBONNE
Montant annuel HT	420 000.00 €	115 000.00 €	77 000.00 €

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp).

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp).

3.6 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché fait l'objet de l'allotissement ci-dessous .:

- Lot 1 : Groupe Hospitalier du Havre
- Lot 2 : CHI des Hautes Falaises (Fécamp)
- Lot 3 : CHI Caux Vallée de Seine (Lillebonne)

Les lots seront attribués séparément. Les candidats peuvent soumissionner à un et/ou plusieurs lots.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.7 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une ou plusieurs variantes conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- D'améliorer le processus de commande et de logistique,
- D'optimiser ou diminuer les coûts ;
- De conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- De prendre en compte une démarche de développement durable.

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter du 1^{er} juin 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure et pour une période de 1 an.

Toutefois, le marché pourra être reconduit 2 fois pour une période de 1 an par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

La date de fin maximale restera identique pour tous les établissements membres du GHT, soit le 31 mai 2029.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le dossier de consultations des entreprises (DCE) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le certificat de présence à la réunion d'information obligatoire et le procès verbal de réunion.
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.

Article 6 CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

6.1 Conditions propres aux marchés de services

6.1.1 Prestations réservées à une profession particulière

La présente consultation concerne des professions particulières. Le candidat devra fournir à l'appui de sa candidature la copie de l'autorisation préfectorale d'exercer.

Les agents devront être en possession des qualifications requises pour leurs fonctions conformément au CCTP.

6.2 Supports et outils de communication

Le candidat indiquera dans son offre s'il dispose d'un support de communication dématérialisé.

S'il ne dispose pas de mode informatisé, le candidat exposera ce qu'il met en place pour répondre précisément et rapidement aux besoins des services sécurité.

6.3 Interlocuteur

A la mise en place du marché, les établissements du GHT souhaitent un interlocuteur disponible pour mettre au point les circuits de communication dans les meilleurs délais afin de répondre sans interruption aux besoins des structures, et pour assurer le suivi des prestations (astreintes téléphoniques en horaire non ouvré et Chargé d'affaire en horaire ouvré). L'interlocuteur sera en charge du suivi et de l'exploitation du marché du GHT.

Le candidat présentera dans son offre la ou les personnes référentes qu'il désigne en tant qu'interlocuteur(s) pour le présent marché en précisant :

- Les coordonnées,
- Le profil et les compétences.

6.4 Réunion annuelle de suivi d'exécution

Une réunion de suivi de l'exécution du marché est organisée au minimum une fois par an, à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire. Cette réunion associe le titulaire et les représentants des établissements parties au marché ainsi que, le cas échéant, l'acheteur du GHT.

Elle a pour objet :

- d'examiner les conditions d'exécution des prestations ;
- d'analyser les éventuelles difficultés rencontrées ;
- d'évaluer la qualité des prestations réalisées ;
- de présenter un état récapitulatif des prestations exécutées et des dépenses engagées sur la période écoulée ;
- le cas échéant, d'identifier les actions correctives ou d'amélioration à mettre en œuvre.

Des réunions complémentaires peuvent être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties lorsque les circonstances l'exigent, notamment en cas de dysfonctionnement constaté ou d'évolution significative du besoin.

Un compte rendu est établi par l'acheteur et transmis au titulaire. Il peut donner lieu, le cas échéant, à la formalisation de mesures correctives.

6.5 Respect de la réglementation

L'ensemble des prestations devront être conforme à la réglementation en vigueur (Convention collective Sécurité Privée, Code déontologie de la Sécurité Privée, Réglementation Sécurité et Incendie en ERP et Code du travail).

Le prestataire exécutera le marché dans les conditions de sécurité et d'hygiène indiquées par les textes et les normes en cours et s'obligera à suivre la parution des nouveaux textes et normes qu'il devra mettre en œuvre. Il en informera le Groupement Hospitalier de Territoire.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du prestataire qui doit se conformer aux divers textes réglementaires français ou communautaires relatifs aux règlements, règles professionnelles ou usages dans les activités privées de surveillance, de gardiennage et de protection du public contre les risques d'incendie.

6.6 Propriété intellectuelle

Dans le cadre du marché, le titulaire réalise des prestations susceptibles d'engendrer des droits de propriété intellectuelle. Pour permettre au titulaire de répondre au besoin de l'établissement, il est autorisé à utiliser les outils et documentations fournis par l'établissement uniquement et strictement dans le cadre du présent marché mais ne pourra en aucun cas se prévaloir de la cession des droits d'auteur sur ces outils et documentations. Il ne pourra également pas se prévaloir des droits de propriété intellectuelle autres que les droits d'utilisation, de présentation, d'adaptation accordée uniquement et strictement pour la durée du présent marché.

Les parties conviennent également que l'établissement aura la propriété pleine et entière des « résultats » de l'exécution du marché par le titulaire dans le cadre du présent marché.

On entend par « résultats » tous livrables, créations, réalisations, éléments de toute nature et sous quelque forme que ce soit, fournis ou réalisés par l'organisme dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Par conséquent, le titulaire autorise notamment le pouvoir adjudicateur à :

- Faire tout usage des données du contenu pédagogique pour les besoins de l'activité propres notamment à des fins de communication en interne sur le marché (soit le droit d'adapter, de modifier, de faire évoluer tout ou en partie des résultats) ;
- Exploiter et analyser les questionnaires de satisfaction remplis par les utilisateurs et les évaluations diverses.

La présente cession de droits est consentie pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

7.1 Délais d'exécution

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- Le délai entre l'émission du bon de commande et la réalisation de la prestation ;
- Le délai entre l'émission du bon de commande et l'affectation des effectifs nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- Le délai entre la demande téléphonique de renfort et la survenance effective de celui-ci ;
- Le délai arrêté au moment de la remise de l'offre pour les interventions non planifiées.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'émission de la demande.

7.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

7.3 Bons de commande

Les commandes, correspondant aux dispositions du C.C.A.P & du C.C.T.P, seront réalisées au fur et à mesure des besoins des établissements. Dès lors, un besoin exprimé par un établissement, même tardivement, doit trouver réponse satisfaisante.

Pour l'ensemble des prestations courantes correspondant aux besoins quotidiens et continus des établissements, les bons de commandes seront envoyés par courriel par les responsables des différents services de sécurité des établissements, au fur et à mesure de la survenance des besoins, avec les informations suivantes :

- Désignation de la prestation,
- Lieu d'exécution de la prestation,
- Date de réalisation de la prestation,
- Heure de réalisation de la prestation, si nécessaire.

Le délai d'exécution des prestations commence à courir dès l'émission du bon de commande.

Les commandes effectuées lors des périodes d'astreinte, week-end, et jours fériés seront effectuées par téléphone, puis un courriel de régularisation de la commande sera émis le jour ouvré suivant la demande.

Pour les prestations correspondant à des besoins particuliers selon certains contextes et pouvant être planifiés, un devis descriptif pourra être demandé au titulaire et fera l'objet d'un bon de commande ou d'un ordre de service.

7.4 Vérifications et Admissions

La vérification qualitative d'une part et la vérification d'aptitude d'autre part sont définies dans le CCTP.

7.5 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Le Titulaire s'engage à se conformer aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (ci-après « RGPD »), ainsi qu'à la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite « Informatique et Libertés » (ci-après « LIL »).

Le Titulaire est tenu de garantir la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données, notamment à caractère personnel, dont le Pouvoir adjudicateur ou le Bénéficiaire a la charge, et qui pourraient être traitées dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il veille à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer un niveau de sécurité adapté au risque, conformément à l'article 32 du RGPD.

Lorsque l'exécution du marché implique un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir adjudicateur ou du Bénéficiaire, le Titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD. Dans ce cas, un acte spécifique de traitement ou annexe contractuelle conforme audit article sera conclu entre les parties afin de définir les instructions du responsable de traitement, la nature des données traitées, les finalités, la durée de conservation, ainsi que les obligations respectives du Titulaire et du Pouvoir adjudicateur.

8.1 Déclaration du Titulaire

Dans la mesure où le présent marché porte sur des prestations susceptibles d'impliquer la collecte, l'enregistrement, la saisie, le transfert, l'hébergement, la conservation ou, plus généralement, tout traitement de données à caractère personnel, le Titulaire déclare être pleinement informé des exigences légales et réglementaires applicables en la matière.

Il reconnaît notamment que la conformité des prestations à la réglementation relative à la protection des données personnelles constitue une obligation essentielle du présent marché.

8.2 Collaboration du Titulaire

En sa qualité de sous-traitant, le Titulaire s'engage à apporter toute sa collaboration au Bénéficiaire, agissant en qualité de responsable du traitement, afin de lui permettre de satisfaire à l'ensemble de ses obligations légales et réglementaires en matière de protection des données à caractère personnel.

À ce titre, le Titulaire s'engage notamment à :

- fournir au Bénéficiaire toute information utile à la tenue du registre des activités de traitement le concernant ;
- l'assister, à sa demande, dans la réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) conformément à l'article 35 du RGPD ;
- lui communiquer sans délai toute information ou tout document pertinent permettant de démontrer le respect des obligations prévues par le RGPD ;
- coopérer pleinement avec le Bénéficiaire et, le cas échéant, avec la CNIL dans le cadre des contrôles ou vérifications relatifs au traitement des données couvertes par le présent marché.

8.3 Sécurité et confidentialité

Conformément aux exigences essentielles de sécurité prévues par le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés », le Titulaire s'engage, dans le cadre d'une obligation de moyens, à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.

Ces mesures doivent permettre d'éviter notamment toute altération, perte, destruction, divulgation, accès ou utilisation non autorisée des données, qu'elles résultent d'une négligence, d'un acte volontaire ou d'un incident technique.

Le Titulaire s'engage, pour lui-même et pour son personnel, à respecter strictement les obligations suivantes :

- ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles expressément prévues au marché ;
- ne pas divulguer les données à des tiers, qu'ils soient publics ou privés, personnes physiques ou morales, sans autorisation écrite préalable du Bénéficiaire ;
- prévenir toute utilisation détournée, frauduleuse ou non conforme des données et des fichiers informatiques utilisés dans le cadre des prestations ;
- veiller à la sensibilisation et à la formation de son personnel intervenant dans le traitement des données à caractère personnel.

De manière générale, le Titulaire s'engage à traiter, stocker et transmettre les données personnelles éventuellement contenues dans les fichiers du Bénéficiaire dans le strict respect de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

Article 9 PRIX DU MARCHÉ

9.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R. 2112 du code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à l'issue de la première année d'exécution du marché puis, à la fin de chaque date anniversaire de conclusion du contrat, sur demande expresse du titulaire.

La demande de révision devra être adressée au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel électronique, au moins un mois avant la fin de la période concernée, et devra être accompagnée de la nouvelle annexe financière dûment signée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer la révision en fonction de l'évolution de ces indices de référence.

9.2 Révision des prix

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$P = P_o 0,20 + P_o(0,80 \text{ IPP} / \text{IPP}_o)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P_o : Prix initial

IPP_o : Indice de prix à la production « Services de sécurité », dernier indice connu à la date d'établissement de l'offre

IPP : Indice de prix à la production « Service de sécurité », dernier indice connu à la date de révision

Indices parus dans le Moniteur ou dans le tableau 3 du Bulletin Mensuel des Statistiques de l'I.N.S.E.E.

La révision de prix devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception, au moins quatre mois avant la fin de la période en cours.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

7.2.2 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 3%.

Lorsque la révision des prix fait apparaître, par rapport aux valeurs de base, un taux de variation supérieur à 3%, les parties s'engagent à convenir d'un rendez-vous pour déterminer au mieux les valeurs de la révision des prix.

En cas de désaccord persistant à l'issue de négociations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 3%.

En cas de la résiliation prématurée, le titulaire s'engage à poursuivre l'exécution du marché pendant le temps nécessaire à la relance d'une nouvelle consultation et à l'attribution du nouveau marché.

Article 10 AVANCE

10.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande remplissant les conditions de versement des article R. 2191-16 et R. 2391-12. Sauf indication contraire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des articles L. 2191-2 et R 2191-3 du Code de la commande publique.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

10.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 11 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 12 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu d'informer chaque établissement de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie ceci dans les huit jours qui suivent sa décision.

Article 13 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

13.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

13.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le calcul des décomptes, factures ou mémoires sera effectué par le système de gestion informatique des marchés de chaque établissement du Groupement Hospitalier de Territoire sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès de la Direction des Services Economiques.

13.3 Dématérialisation des pièces administratives

Par arrêté du 3 août 2011 pour la dématérialisation des pièces comptables, le protocole d'échange standard ou PES V2 est le nouveau, et à terme, l'unique protocole d'échanges informatiques d'informations entre les établissements publics et leur comptable, le Trésor Public.

Dans ce cadre, les candidats présenteront leur démarche en cours ou à venir de dématérialisation de la facturation.

Les centres hospitaliers sont amenés à moyen terme à dématérialiser :

- Les pièces du marché,
- Les commandes,
- Et les factures fournisseurs,
- Sous un format permettant le traitement d'informations (au-delà d'un PDF) telles que Commande/Réception/Facture grâce à des champs référencés :
- Le prix
- La référence du produit,
- La quantité à la réception
- Le numéro de la commande,
- Le numéro de la facture...

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique définit le cadre de développement de la facturation électronique obligeant toutes les grandes entreprises privées et publics, d'émettre des factures électroniques à destination de la sphère publique. La solution mutualisée Chorus Pro permet d'assurer le dépôt, le suivi et la mise à disposition des factures.

Selon sa situation, le prestataire retenu, s'il est concerné par l'ordonnance, devra déposer ses factures via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire.

13.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **Le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **Le numéro du marché,**
- La date d'exécution des prestations
- La nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- La décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète
- Le montant hors taxe des services en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des prestations exécutées,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

13.5 Délai global de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire. Les délais se calculent en jours calendaires, avec report au jour ouvrable suivant si l'échéance tombe un samedi, dimanche ou jour férié.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément aux articles R. 2192-27 et suivant du Code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L. 2192-12 et suivants du Code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 14 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Motifs	Délai maximal	Pénalités
Délai de mise à disposition des personnels selon prescriptions du CCTP et/ou retard/absence du personnel planifié.	Immédiat sur agents prestataires planifié. 1h pour commande en urgence pour remplacement agent absent (planifié ou GHH).	100€ par heure de retard/absence à compter de l'heure de prise de poste (toute heure commencée est due).
Non réponse de l'astreinte prestataire en horaire non ouvrée.	Immédiat.	100€ par 15 min. de non réponse à compter du premier appel.
Non réponse de l'Agence ou du Chargé d'affaire du prestataire.	2h après appel téléphonique 1 jours ouvré après email	100€ par constat à compter de la première sollicitation.

Transmission des plannings selon prescriptions du CCTP.	J+1 à compter de la date prévisionnelle. J+1 étant le jour déterminé dans le CCTP.	100€ par jour ouvré* de retard à compter de J+2.
Retard d'application du calendrier.	J+1**.	100€ à compter du 1er jour ouvré* de retard prévu.
Non tenue des réunions planifiées.	Immédiat.	100 € par réunion et par personne absente .
Passage du contrôleur selon prescriptions du CCTP.	Toute absence de passage du contrôleur selon les périodicités décrites dans le mémoire technique du prestataire sera sanctionnée sur simple constatation de carence de ce dernier par une pénalité de 150€ (absence de consignation signée par le contrôleur sur la main courante de l'établissement).	150€ par jour.
Non transmission d'un compte rendu, d'un rapport, d'un document, d'un titre d'habilitation, d'un diplôme...	2 jours ouvrés* à compter de la demande.	20€ par jour ouvré*.
Non transmission de dossier d'un agent prestataire sur site (dossier : copie Carte Professionnelle, copie contrat de travail, copie déclaration d'embauche Urssaf, copie des diplômes et formations à jours).	Avant la première vacation de l'agent	Refus de l'agent si dossier non transmis
Mise à disposition d'un agent sur site avec une ou des qualification(s) non conforme(s) au CCTP.	Dans l'hypothèse où un agent de sécurité est mis à disposition sur un des sites des établissements sans qualification à jour (SSIAP, SST, Carte Professionnelle ou habilitation électrique), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une retenue de 300€ par jour calendaire et par titre de qualification. Les documents remis non-conformes étant considérés comme non remis.	300€ par jour et par titre de qualification. Refus de l'agent et pénalité d'absence d'agent seront appliquées.
Mise à disposition d'un agent sur site sans formation préalable requise à la prise de poste au sein d'un établissement. et sans validation des compétences par les exploitants.	Immédiat.	100€ par agent et par jour à compter de la mise à disposition de l'agent.
Non-respect des exigences de formation des personnels selon prescriptions du CCTP.	J+1* à compter de la date prévisionnelle de formation.	100€ par agent et par semaine de retard
Non-respect des conditions contractuelles administratives établies par le présent marché (modalités de facturation, non-respect de la remise minimum, de prix,...).	Sans objet.	100€ par non-respect constaté.
Non-respect des exigences d'attitude, de tenue vestimentaire (logo société, adapté à la mission, propreté et non usée), de port des EPI ou PPI, de port visible de la carte professionnelle du personnel du titulaire, conformément à la réglementation.	Immédiat.	Refus de l'agent, et pénalité d'absence d'agent seront appliquées, et 100€ par non-respect constaté.
Non-respect des consignes de confidentialité.	Sans objet.	1 000€.

*La notion de jour ouvré s'entend du lundi au vendredi (8h – 17h)

**Ce délai peut être allongé en d'accord express du pouvoir adjudicateur

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application ou la non application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 15 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si

les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 16 MODIFICATION DU MARCHÉ

16.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- L'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- Elargissement du périmètre du marché ajout ou suppression des sites du GHT ;
- La modification de la durée du marché ;
- Les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- Des adaptations techniques éventuelles.

16.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert, dans le respect de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

16.3 Certificat administratifs

Certaines modifications mineures, de nature non substantielle, peuvent être constatées et validées par certificat administratif émis par le pouvoir adjudicateur.

Il s'agit notamment :

- de la correction d'erreurs matérielles sans incidence sur le montant ou les conditions d'exécution du marché ;
- des ajustements financiers de faible montant, ne dépassant pas un seuil fixe de 1 000.00 € HT, lorsqu'ils ne modifient pas l'économie générale du contrat ;
- du changement de coordonnées bancaires ou administratives du titulaire ;
- La renonciation aux pénalités de faible montant.

Article 17 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 18 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 19 LITIGES

19.1 Election de for

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

19.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Article 20	DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX
------------	-----------------------------------

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 7.1	Délais d'exécution	Dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS
Article 7.3	Bon de commande	Dérogation à l'article 3 du CCAG-FCS
Article 9	Prix du marché	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 13	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS
Article 15	Exécution par défaut	Dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 17 février 2026

ANNEXE

ANNEXE 1 - LISTE DES SITES DES ETABLISSEMENTS DU GHT - 2026

ANNEXE 2 - PROCEDURES HYGIENE HOSPITALIERE ET PLANS DE PREVENTION - 2026